

Une mobilisation limitée de l'opposition

L'opposition congolaise voulait une journée de protestation contre le président Kabila : son appel n'a guère été entendu.

Malgré l'interdiction de manifester décrétée par le pouvoir, l'opposition en République Démocratique du Congo (RDC) avait invité la population à exprimer, ce mardi, son opposition au maintien du président Kabila au pouvoir. Cet appel n'a finalement eu qu'un effet très limité dans le pays, avec, par endroits, quelques arrestations et quelques dizaines de personnes dispersées, et des villes tournant au ralenti.

Objectifs différents

« Cette marche a pour objectif d'exiger des élections d'ici à la fin de l'année, conformément à l'accord de la Saint-Sylvestre (1986) » avait expliqué Augustin Kabuya, porte-parole de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UPDS), la principale formation d'opposition. Un objectif différent de celui du Rassem-

blement de l'opposition), qui réclame, lui, une « transition sans Kabila » dès le 1^{er} janvier 2018.

Le gouverneur de la ville-province de Kinshasa, André Kimbuta, avait prévenu l'UDPS, qu'il « ne saurait prendre acte » de son intention d'organiser une « marche pacifique », parce que « la commission électorale a déjà fixé l'opinion (nationale et internationale) sur la date de la tenue des élections ».

Sans être massive, la présence policière était plus importante qu'un jour ordinaire dans la capitale congolaise, où un camion de police était posté à l'entrée de la rue menant vers la résidence du chef de l'opposition, Félix Tshisekedi, président de l'UDPS, dans la commune de Limete, dans la banlieue est de Kinshasa.

À Bukavu, dans l'est du pays, une dizaine de personnes qui tentaient de se regrouper ont fui par peur d'être arrêtées par des policiers du groupe mobile d'intervention. Une autre tentative de rassemblement aurait été dispersée à Mbuji Mayi (Kasaï), selon le site d'informations Actualité. cd.

Goma, chef-lieu du Nord-Kivu, était, elle, quadrillée depuis

lundi par les forces de l'ordre en raison d'une conférence des vingt-six gouverneurs provinciaux, en présence du président Kabila.

« Manque de coordination »

Au total, donc, la journée d'hier aura été relativement calme en RDC, contrairement à la journée de mobilisation du 30 novembre, qui s'était terminée avec la mort d'un manifestant, ainsi que des dizaines de blessés et d'arrestations.

« Sans aucune coordination des mouvements sociaux, partis politiques etc., le régime ne bougera pas d'un iota », commentait ce mardi un internaute.

« On dirait que l'opposition ne se contente que de la réussite de ses mots d'ordre "ville morte", "marche", et au lendemain de tous ces mouvements, la vie reprend son cours normal », poursuivait-il.

Et de conclure : « Pas d'innovation, pas de nouvelles recettes : le pouvoir s'en moque. » La journée d'hier ne l'aura manifestement pas ébranlé. Ni mis en cause le nouveau calendrier établi par la Commission électorale nationale indépendante (Céni) qui a renvoyé tous les scrutins, y compris l'élection présidentielle, au 23 décembre... 2018 ■ **Phi. Le.**